

lumière de la réaction des cercles financiers que les analystes, les investisseurs et les Canadiens ne croient pas que le ministre va réaliser ses prévisions, pas plus qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant. Les taux d'intérêt ne sont pas à 10 p. 100, mais bien à plus de 13 p. 100—je parle du taux d'escompte de la Banque du Canada.

Peu de gens croient qu'il sera en mesure de ramener les taux d'intérêt à 11 p. 100. On n'a aucune confiance dans la prédiction du ministre quand il dit que les taux d'intérêt baisseront de 2,5 à 3 p. 100 au cours des six prochains mois. Cela ne semble pas du tout plausible.

Quelles sont les répercussions de tout cela pour les Canadiens? L'année prochaine, nous entendrons probablement un ministre conservateur des Finances nous dire qu'il est désolé, qu'il s'est trompé à nouveau, que le déficit ne diminue pas et que nous sommes toujours dans une situation difficile. Cependant, ce ministre des Finances sera alors en mesure de dire qu'il n'y est pour rien, que c'est la faute de son prédécesseur.

**Une voix:** C'est exactement ce qu'il dira.

**M. Young (Gloucester):** Hier, dans le discours budgétaire, le ministre s'est enorgueilli des résultats qu'il avait obtenus en matière de réduction du déficit. Penchons-nous là-dessus un instant.

En 1987-1988, le déficit s'établissait à 28,1 milliards de dollars. En 1988-1989, il était de 28,7 milliards de dollars. Cette année, il sera de 30,5 milliards de dollars. Or, pour les conservateurs, cela équivalait à une réduction du déficit. Pourtant, le gouvernement accroît ce déficit depuis deux ans plutôt que de le réduire. Ce sont là les faits. De plus, ce bilan catastrophique a été réalisé alors que l'économie était toujours en pleine croissance. Le gouvernement conservateur a procédé à des augmentations sans précédent au niveau de ses recettes fiscales et voilà que le ministre affirme que l'année prochaine, le déficit sera de 28,5 milliards de dollars. Il sera toujours supérieur à ce qu'il était il y a deux ans. Pourtant, il nous demande de ne pas nous en faire et affirme avoir la situation bien en main.

Le bilan du ministre est loin de correspondre aux promesses qu'il a faites aux Canadiens lorsqu'il a hérité de ce portefeuille il y a plus de cinq ans. Le ministre se reporte toujours au plan financier qu'il a établi en novembre 1984 et dont il a tenu compte dans son premier budget en 1985. Dans son discours budgétaire de 1985, le ministre a déclaré dans cette enceinte—et c'est là l'un des problèmes liés au fait d'occuper un poste pendant longtemps; bien des choses viennent vous hanter par la suite—que les actions du gouvernement allaient permettre de réduire directement le déficit annuel à la fin de la décennie de plus de 20 milliards de dollars, et de le porter à 17 milliards de dollars.

### *Le budget*

**Une voix:** Quelle décennie?

**M. Young (Gloucester):** Eh bien, c'est là le problème. De quelle décennie s'agit-il? De quel déficit? Quelle sera la réduction réalisée? Il est manifeste qu'après cinq ans, le ministre n'a toujours pas réussi à résoudre le problème du déficit. Or, voilà maintenant qu'il a un autre plan et il espère tout simplement que celui-là fonctionnera mieux que le dernier, car il va se décharger de son cauchemar sur les provinces. Il se dit sûrement qu'il vaut mieux accroître leurs déficits et, du même coup, refiler ce problème extrêmement épineux à ces méchants premiers ministres provinciaux qui refusent de percevoir la TPS pour lui, comme il le leur demande.

Les Canadiens doivent comprendre ce qui a été dit hier, dans ce budget, au sujet de l'imposition. On nous assujettit à de nouveaux impôts et la TPS s'en vient. Pourtant, le ministre a déclaré que ce budget ne comportait aucun impôt nouveau. Les Canadiens sont très prompts à répondre. Ils savent très bien qu'il y aura des impôts directement reliés au budget que le ministre a présenté, hier, à la Chambre. En effet, les gouvernements provinciaux et les municipalités de tout le pays devront faire face à la nouvelle réalité découlant de son budget.

• (1610)

À Terre-Neuve, si les services actuels sont maintenus, l'augmentation d'impôts par contribuable sera de 695 \$ par année.

[*Français*]

Madame la Présidente, dans la province de Québec, chaque contribuable aura à défrayer des coûts de 582 \$ de plus à cause du Budget qui a été présenté à la Chambre, hier.

[*Traduction*]

En Alberta, chaque contribuable devra payer 592 \$ de plus. Et tous les contribuables canadiens paieront 576 \$ de plus en moyenne pour compenser les compressions annoncées hier et dont le ministre des Finances a transféré le fardeau aux provinces. C'est de la démenche de la part du ministre que de venir nous dire qu'il a suivi un plan soutenu de réduction du déficit, que ce plan fonctionne bien et qu'il doit poursuivre dans cette voie dans l'intérêt du pays. Que Dieu nous en garde.

Ce que le gouvernement pourrait faire de pire est justement de poursuivre encore cette politique qui a ravivé l'inflation, accru le chômage, relevé les taxes et grossi le déficit. Le ministre aurait pu dire la vérité aux Canadiens. Il aurait pu leur dire: «J'ai échoué. Ma politique était mauvaise. Le gouvernement n'a plus la situation fiscale en main.»